

Défendons nos emplois

Tract de la CGT PSA Aulnay
29/09/2011

DEFENDONS NOS EMPLOIS

La Fédération CGT de la Métallurgie au niveau national a pris un rendez-vous avec le Ministre chargé de l'industrie, Eric Besson, pour protester contre les attaques patronales de toute la filière Automobiles.

Ce rendez-vous aura lieu **le 6 octobre à Paris à Bercy**. Participeront à cette rencontre :

- un camarade pour Renault,
- un camarade pour les Fonderie du Poitou, en grève depuis le 2 septembre contre la baisse de leurs salaires de 25 %.
- un camarade pour PSA.

Compte tenu des menaces de fermeture de l'usine, la Fédération CGT de la Métallurgie a proposé qu'un camarade d'Aulnay, Philippe JULIEN, intervienne pour PSA.

Nous avons accepté cette proposition avec l'intention de représenter non seulement notre syndicat mais au delà de défendre tous les salariés de l'entreprise.

Nous mettons à l'approbation de tous, un projet de lettre (*au dos de ce tract*) que nous discuterons et remettrons à M. Besson. Cette lettre fait un résumé de la situation et reprend bien évidemment la revendication unitaire de la motion signée par 2 200 salariés en juin dernier et soutenue par tous les syndicats de l'usine.

Nous ferons ensuite un compte rendu de cette rencontre, tous en sachant que c'est le début d'une longue lutte qui ne fait que commencer.

Licenciements à Gefco Poissy : PSA recule et annule son plan.

En grève du 20 au 23 septembre contre la fermeture de leur site de logistique, qui était prévu pour février 2012, les travailleurs de Gefco Poissy viennent de réussir à obtenir le retrait de ce plan de 88 suppressions d'emplois. La direction leur a annoncé lors d'un CE qui s'est tenu le 29 septembre. Bien sur ils resteront vigilants car comme nous ils connaissent PSA.

Le 11 octobre à Paris à l'appel des syndicats aura lieu une manifestation à 14 h de République à la Bastille.

Ce sera l'occasion de dire qu'en aucune manière les travailleurs n'ont à payer une crise économique dont ne sont responsables que le gouvernement et le patronat.

Chez PSA la démocratie reste à la porte de l'usine.

Vendredi dernier, la direction d'Aulnay s'est illustrée une nouvelle fois par une atteinte aux libertés fondamentales. Le Maire d'Aulnay, M. Ségura, avait demandé à rencontrer la CGT sur le site. Ce que nous avons accepté et nous avons invité les autres syndicats à participer à cette rencontre.

La direction a alors immédiatement refusé de prêter une salle. Elle a aussi refusé le droit des syndicats à recevoir le maire d'Aulnay dans les locaux syndicaux. Elle ne supporte pas le simple fait de discuter ouvertement des coups qu'elle trame contre nous. Alors que depuis des mois et des mois, elle a, dans notre dos, calculé à l'euro près ce qu'allait lui rapporter de nous mettre à la porte.

De ce fait la discussion a eu lieu à la porte de l'usine publiquement. Faut-il que la direction soit bien mal à l'aise pour se ridiculiser de cette façon ?

A Monsieur le Ministre, Eric BESSON, chargé de l'industrie

Vous n'êtes pas sans savoir que la société PSA Peugeot-Citroën voudrait fermer les usines d'Aulnay, de Sevelnord et de Madrid (informations contenues dans son plan à moyen terme (PMT), prévision de l'année 2010 à l'année 2020).

Pour ce qui concerne Aulnay, la politique retenue est de fermer cette usine en transférant la production sur l'usine de Poissy et de Mulhouse. Le but de la direction est de « saturer » ces deux sites afin d'augmenter les marges, chiffrées à 1 000 euros par véhicule.

Les ventes de PSA ont pourtant battu leur record historique en 2010, le véhicule C3 fabriqué à Aulnay étant le modèle le plus vendu.

PSA ne peut même pas invoquer des difficultés financières. Au dire même de Monsieur Varin, PSA a traversé ces dernières années de crise économique en s'enrichissant, jusqu'à diminuer son endettement au minimum et à disposer de 11 milliards de réserves.

C'est donc avec consternation et révolte que les salariés ont appris au mois de juin l'existence de ce plan qui se tramait dans le plus grand secret et dans leur dos. Les organisations syndicales n'ont évidemment pas été consultées ni même informées.

Depuis, les déclarations de Monsieur Varin, sont contradictoires et changeantes.

Avant les congés, Monsieur Varin n'a pas nié l'existence de ce plan et a prétendu qu'il n'était plus d'actualité. Mais, au retour des congés, Monsieur Varin a déclaré dans la presse : « *Nous avons dit qu'Aulnay produirait encore des Citroën C3 en 2014. La question qui se pose est celle de l'après-C3* », et au Salon de Francfort, « *il y a une réflexion sur la question (de la fermeture) et la fuite nous a obligés à en parler avant le moment choisi* ».

Lors des réunions avec les syndicats, la direction ne répond pas sur l'avenir d'Aulnay. Les salariés ne peuvent se contenter de propos évasifs sur la forme et lourds de menaces sur le fond.

La fermeture du site d'Aulnay et donc la suppression de 4 000 emplois –le nombre actuel de salariés avec les travailleurs intérimaires et ceux de la sous-traitance- auraient des conséquences incalculables non seulement pour les travailleurs concernés et pour leurs familles, mais aussi pour tout le département de la Seine-Saint-Denis, un département déjà sinistré avec un taux de chômage élevé, 11,6 % contre 8,2 % en région parisienne.

L'idée même que ce site ainsi que ceux de Sevelnord et de Madrid puissent être fermés est d'autant plus choquante que la société PSA a bénéficié d'un soutien important de l'État, payé par les contribuables.

Nous nous permettons de citer le président de la République, Nicolas Sarkozy lui-même, qui a rappelé dans un communiqué du 6 juillet 2011, « *l'importance du soutien apporté à PSA pendant la crise avec la mise en place d'un prêt de 3 milliards d'euros et des mesures ayant permis de soutenir fortement le marché automobile français. La suppression de la taxe professionnelle, la réforme du crédit d'impôt recherche et le lancement de projets technologiques très ambitieux, constituent autant d'éléments qui ont renforcé la compétitivité des constructeurs automobiles* ».

Il n'est pas question que nous acceptions ce plan et nous avons la ferme volonté de défendre nos emplois et nos salaires.

Le travail doit être réparti sur l'ensemble des usines de PSA sans la fermeture d'aucune d'entre elles.

Monsieur le Ministre, l'État qui a accordé une aide considérable à l'entreprise PSA devrait assumer pleinement sa responsabilité et exiger de PSA qu'il ne procède à aucune suppression d'emploi.

Devant le silence, les ambiguïtés, voire les mensonges, de la direction et pour lever toute incertitude sur l'avenir des travailleurs concernés par les projets de fermeture, nous présentons la motion signée par 2 200 salariés qui exige un engagement écrit dans un accord tripartite - État, PSA, syndicats - affirmant que :

- 1. La direction s'engage à attribuer la fabrication de futurs modèles à Aulnay (remplaçants de la C3) ;**
- 2. La direction s'engage à maintenir la fabrication de la C3 sur Aulnay avec un plan de charge équivalent, en deux équipes, jusqu'au prochain véhicule, soit au moins jusqu'en décembre 2016 et, en conséquence, à garantir tous les emplois et tous les salaires de tous les salariés travaillant actuellement sur le site au minimum pendant 5 ans et à faire l'annonce rapide du nouveau véhicule à produire.**

Des accords similaires doivent être conclus concernant les sites de Sevelnord et Madrid.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, Monsieur le Ministre, l'assurance de nos salutations distinguées.